

ECONOMIC  
AND  
SOCIAL COUNCILCONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIALRESTRICTED  
E/AC.7/W.30  
27 Juillet 1948  
FRANCE  
Original : ENGLISHDual Distribution for Council Members

## COMITE SOCIAL

RAPPORT DE LA COMMISSION DES QUESTIONS SOCIALES SUR  
SA TROISIEME SESSION (E.799)

(Point 15)

## ETATS-UNIS : PROJET DE RESOLUTION

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

CONSIDERANT qu'aux termes de l'Accord du 18 mai 1904 et de la Convention du 4 mai 1910 pour la répression de la "traite des blanches" et aux termes de l'Accord du 4 mai 1910 pour la répression de la circulation de publications obscènes, le Gouvernement français exerce certaines fonctions ;

CONSIDERANT que le Gouvernement français a exprimé le désir de renoncer auxdites fonctions ;

CONSIDERANT que la Commission des questions sociales lors de sa troisième session a approuvé la suggestion du Gouvernement français tendant à ce que ces fonctions soient assumées par l'Organisation des Nations Unies ;

CHARGE le Secrétaire général de préparer un protocole fixant les modalités du transfert desdites fonctions à l'Organisation des Nations Unies et de soumettre le protocole à l'approbation de l'Assemblée générale lors de sa prochaine session ordinaire ;

RECOMMANDE que, lors de sa prochaine session ordinaire, l'Assemblée générale approuve (1) la reprise par l'Organisa-

RECEIVED En Des Nations Unies, comme il est prévu dans le projet de

AUG 10 1948 résolution ci-joint, des fonctions exercées par le Gouverne-

ment français en vertu desdits instruments et (2) le protocole  
UNITED NATIONS  
ARCHIVES

établi par le Secrétaire général à ces fins.

Projet de résolution à soumettre à l'Assemblée générale  
par le Conseil économique et social

L'ASSEMBLEE GENERALE

CONSIDERANT qu'aux termes de l'Accord du 18 mai 1904 et de la Convention du 4 mai 1910 pour la répression de la "traite des blanches" et aux termes de l'accord du 4 mai 1910 pour la répression de la circulation de publications obscènes, le Gouvernement français exerce certaines fonctions ;

CONSIDERANT que le Gouvernement français a exprimé le désir de renoncer auxdites fonctions et a suggéré que ces fonctions soient reprises par l'Organisation des Nations Unies ;

CONSIDERANT qu'aux termes des Protocoles du 12 novembre 1947 l'Organisation des Nations Unies a assumé des fonctions analogues autrefois exercées par la Société des Nations aux termes des Conventions du 30 septembre 1921 sur la traite des femmes et des enfants et de la Convention du 11 octobre 1933 sur la traite des femmes adultes et de la Convention du 12 septembre 1923 sur la circulation des publications obscènes ;

RECONNAIT avec le Gouvernement français qu'il serait souhaitable que l'Organisation des Nations Unies assume les fonctions exercées par ce Gouvernement en vertu desdits instruments ;

APPROUVE le transfert desdites fonctions à l'Organisation des Nations Unies telles qu'elles figurent dans le protocole établi à ces fins par le Secrétaire général conformément à la résolution prise par le Conseil économique et social lors de sa septième session.